



**PRÉFET  
DE LA LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 07/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOFIDEL FRANCE**

112 rue de Matel  
42300 Roanne

Références : UiD4243-EAR-024-410  
Code AIOT : 0006103394

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2024 dans l'établissement SOFIDEL FRANCE implanté 112 rue de Matel 42335 Roanne. L'inspection a été annoncée le 02/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOFIDEL FRANCE
- 112 rue de Matel 42335 Roanne
- Code AIOT : 0006103394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site Sofidel de Roanne est spécialisé dans la fabrication de papier toilette et essuie tout à partir d'ouate de cellulose.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Gestion des transformateurs contenant des PCB
- Prélèvements d'eau, économies en situation de sécheresse

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.2.2	Demande d'action corrective	6 mois
13	Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21	Demande d'action corrective	3 mois
17	Rejets aqueux, suivi inspection 2022	Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.3.9.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réductions d'eau de l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réductions imposables à l'exploitant	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet
4	Déclaration obligatoire en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
5	Adaptations locales	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5	Sans objet
6	Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur	Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.1.1	Sans objet
9	Sécheresse - connaissance de la gravité atteinte	Arrêté Préfectoral du 27/08/2024, article 1	Sans objet
10	Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	Sans objet
11	Sécheresse – Cas des sites demandant une	Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	exemption aux restrictions – Cas 3		
12	Interdiction détention PCB > 500 ppm	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20	Sans objet
14	Justification du traitement des appareils contenant des PCB	Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11	Sans objet
15	Teneur en PCB des appareils	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26	Sans objet
16	Déclaration des appareils contenant des PCB	Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a principalement permis de constater :

- du retard dans le plan d'élimination des transformateurs contenant des PCB,
- que le PSH est à compléter,
- que des dépassements de valeurs limites d'émission des rejets aqueux sont observés.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Réductions d'eau de l'exploitant

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des mesures de restrictions déterminées par l'exploitant
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %.</li> </ul> <p>[...]</p> <p>III. - Les réductions mentionnées au I sont atteintes au plus tard trois jours après le déclenchement du niveau de gravité correspondant. Si le prélèvement et le rejet en eau (direct ou indirect) ont lieu dans la même masse d'eau, les réductions s'appliquent à la consommation d'eau [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de l'étiage 2024, le niveau maximum de restrictions atteint pour la zone au sein de laquelle est implantée l'entreprise est la vigilance.</p> <p>Par ailleurs, dans l'attente de la révision de l'arrêté cadre sécheresse du département de la Loire,</p>

les arrêtés préfectoraux de restrictions pris en 2024 ont activé les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Un article spécifique a ainsi été rédigé (par exemple, article 4 de l'arrêté préfectoral portant restrictions du 27 août 2024) :

"Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel sont remplacés par ceux de l'arrêté préfectoral n°DT-23-0301 du 18 avril 2023.

Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables. "

Ainsi, seules les réductions et exemptions prévues par l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023 sont applicables à l'entreprise en situation de sécheresse.

Pour le cas du seuil de vigilance, une sensibilisation aux règles de bon usage des économies d'eau doit être réalisée. L'exploitant a indiqué être vigilant aux diffusions des arrêtés de restrictions (via le site internet de la préfecture de la Loire, la presse ou des différentes diffusions par courrier électronique). Des communications sont alors effectuées aux responsables d'équipes et des affichages réalisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Réductions imposables à l'exploitant

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Respect des volumes de réduction imposés – volume de référence

**Prescription contrôlée :**

II. - Le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvement d'eau moyen journalier. Il correspond au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Cette moyenne peut être calculée en ne retenant que les jours d'activités réalisés hors période de restriction liée à la sécheresse.

Pour le calcul du volume de référence, l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume des usages de l'eau nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection de personnes et des biens et l'alimentation en eau potable de la population. Ce volume des usages de l'eau nécessaires notamment à la sécurité est néanmoins intégré dans le volume des 10 000 mètres cubes mentionné au I de l'article 1er.

**Constats :**

Au cours de l'étiage de 2024, l'exploitant n'a pas eu à mettre en œuvre de mesures de réductions des prélèvements en eau (seul le niveau de vigilance a été atteint).

Il n'a pas effectué de calculs visant à déterminer le volume de référence.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** L'exploitant est invité à prendre connaissance des dispositions de l'article 2-II de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 afin d'être en capacité de calculer le volume de référence avant l'étiage 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Les installations exemptées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Installations non soumises à l'article 2
<b>Prescription contrôlée :</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :  <ul style="list-style-type: none"><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> Les exemptions prévues par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 n'étaient pas applicables au département de la Loire au cours de l'étiage 2024 (cf point de contrôle n°1, seules les exemptions prévues par l'arrêté cadre du département de la Loire ont été rendues applicables).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Déclaration hebdomadaire
<b>Prescription contrôlée :</b> IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de

<p>son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant :</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le niveau maximum de vigilance atteint au cours de l'étiage 2024 n'a pas nécessité pour l'exploitant de déclarer hebdomadairement les volumes prélevés.</p> <p>Par le présent rapport, il est rappelé à l'exploitant qu'en cas de nécessité de déclarations, celles-ci doivent être dorénavant effectuées via l'application Gidaf.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Adaptations locales

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Prescriptions locales plus contraignantes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Au cours de l'étiage 2024, les arrêtés préfectoraux portant restrictions ont activé les dispositions de l'article de 5 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 :</p> <p>Exemple, Article 4 de l'arrêté préfectoral du 27/08/2024 :</p> <p>Pour les ICPE entrant dans le champ d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé, en application de l'article 5, les objectifs de réduction définis au I de l'article 2 de l'arrêté ministériel et les exemptions listées à l'article 3 de l'arrêté ministériel sont remplacés par ceux de l'arrêté préfectoral n°DT-23-0301 du 18 avril 2023.</p> <p>Les dispositions de l'article 4 de l'arrêté ministériel restent applicables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Seules les réductions et exemptions prévues par l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023 sont applicables à l'entreprise en situation de sécheresse. L'exploitant a demandé à être exempté du cadrage général de l'arrêté cadre départemental qui prévoit des réductions des prélèvements de 25 %, 50 % et 100 % selon les niveaux alerte, alerte renforcée et crise (voir points de contrôle 11 et 12 ci-après).</p> <p>Le niveau de restrictions maximal auquel a été soumis l'exploitant en 2024 est "vigilance". Des informations ont été diffusées au personnel de l'entreprise afin d'être vigilant sur les usages de l'eau.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Extrait :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.</p>

<p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Réseau public (eau potable), Usage sanitaire, 5000 m<sup>3</sup>/an  Lit filtrant de la LOIRE, Usage industriel, 300 000 m<sup>3</sup>/an, 300 m<sup>3</sup>/h 1000 m<sup>3</sup>/j</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est alimenté par deux ressources :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>réseau d'alimentation en eau potable (AEP, principalement pour les usages sanitaires, utilisé aussi pour des opérations de dilution de colles),</li> <li>eau de la nappe d'accompagnement de la Loire (usage pour le process).</li> </ul> <p>L'exploitant a précisé que seul le réseau d'alimentation en provenance de la nappe d'accompagnement de la Loire est suffisamment dimensionné pour alimenter le process. Le réseau AEP ne permet pas de fournir un débit suffisant.</p> <p>En 2023, les prélèvements étaient de 183 458 m<sup>3</sup> sur la nappe d'accompagnement de la Loire, 1573 m<sup>3</sup> sur le réseau AEP. Le prélèvement sur la nappe d'accompagnement de la Loire de 2023 est inférieur à celui habituellement prélevé à cause d'un arrêt d'activité de 34 jours lié à l'incendie de condensateurs (2022 : 214 650 m<sup>3</sup>).</p> <p>Les compteurs d'alimentation en eau sont relevés une fois par jour par le service électricité (qui relève aussi les autres compteurs de l'usine) et une fois par mois par le service environnement (ce qui permet d'assurer un contrôle de « second niveau »).</p> <p>Le relevé a été présenté au cours de la visite. Pour chaque jour de production est calculé le ratio m<sup>3</sup> d'eau/tonnes de produits TSA (tonne de pâte sèche à l'air). Le groupe a fixé un objectif de 7 m<sup>3</sup>/t TSA.</p> <p>En 2023, le ratio annuel était de 6,53.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 7 : Prélèvements et consommation d'eau

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.1.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des eaux d'alimentation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant n'a pas été en capacité d'indiquer si des disconnecteurs sont présents sur les canalisations d'alimentation en eau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Non-conformité :</b> Sous un délai de 3 mois, l'exploitant justifiera :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>de l'implantation des disconnecteurs nécessaires pour isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement,</li> <li>de la vérification et de l'entretien des disconnecteurs (fréquence minimale annuelle).</li> </ul> <p>En l'absence des équipements nécessaires et/ou des vérifications annuelles, l'exploitant justifiera des actions correctives sous ce même délai.</p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 8 : Sécheresse – Connaissance du prélèvement et compteur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :</p> <p>l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</p> <p>les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.)</p> <p>les secteurs collectés et les réseaux associés</p> <p>les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs , etc.)</p> <p>les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Au cours de la visite, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>un plan général de l'usine daté d'octobre 2018 : il permet de visualiser les canalisations AEP et d'eau de la Loire (pas de repérage des compteurs, vannes, canalisations à l'intérieur de l'atelier de production),</li> <li>des sous-schémas existent et montrent notamment le positionnement des compteurs à l'intérieur des ateliers.</li> </ul> <p>Ces plans ne répondent pas de façon exhaustive à la prescription. Par exemple, les disconnecteurs ne sont pas localisés.</p> <p>Le local de collecte et de prélèvement des eaux de la nappe d'accompagnement de la Loire est éloigné de l'usine, sur la rive opposée de la Loire.</p> <p>Le champ de captage est composé de 27 puits de pompage reliés par une canalisation en fonte de diamètre 80 cm et mise en dépression. Les eaux sont collectées dans une fosse du local de collecte avant d'être refoulées par pompes vers l'usine via une canalisation en fonte de diamètre 80 cm. Cette dernière transite notamment par une galerie maçonnée située sous le lit de la Loire. Selon l'exploitant, ces installations ont été mises en service dans les années 1940. Des pompes de refoulement et des équipements visant à sécuriser les accès pour le personnel de l'entreprise ont été installés par Sofidel. Une pompe évacue périodiquement de l'eau dans la Loire, elle semble évacuer l'eau accumulée dans un puisard situé en point bas de la galerie sous la Loire.</p> <p>Les échanges et la visite ont permis d'identifier que l'exploitant n'a pas une connaissance complète de cette installation de pompage. Par exemple, l'exploitant ne connaît pas l'utilité ou le tracé de certains équipements, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>une canalisation en fonte, différente et perpendiculaire à celle alimentant l'usine, est raccordée à la fosse du local de collecte. Sa provenance est inconnue. La position de la vanne (ouverte ou fermée), rouillée, est inconnue. Selon des plans détenus par l'inspection, il pourrait s'agir d'une ancienne canalisation raccordée à la station de pompage "pincourt". Ces plans ont été transmis par l'inspection à l'exploitant à l'issue de la visite.</li> <li>une canalisation en inox reliant directement un puits au local de pompage. Son utilité n'est pas connue,</li> </ul>

- deux vannes situées dans le pré à proximité du local de pompage, en apparence au droit de la canalisation véhiculant les eaux vers l'usine (une canalisation, deux vannes en parallèle ?).

L'exploitant a indiqué avoir budgétisé sur 2025 et 2026 des études visant à réaliser un diagnostic d'état des lieux des installations et un examen de l'efficacité des équipements.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformités :**

Les plans des réseaux présentés ne répondent pas de façon exhaustive à la prescription. En particulier, ils ne permettent pas de localiser les disconnecteurs. Une mise à jour des plans des réseaux de l'usine doit être réalisée sous un délai de 6 mois.

L'exploitant ne dispose pas de plans permettant de justifier en détail la conception et le fonctionnement des installations de pompage. Des investigations sont nécessaires. Sous un délai de 12 mois, l'exploitant transmettra à l'inspection un premier bilan des diagnostics programmés pour 2025.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 9 : Sécheresse - connaissance de la gravité atteinte**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 27/08/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Connaissance des prescriptions relatives à la sécheresse

**Prescription contrôlée :**

Situation maximale de restrictions atteinte à la date de la visite objet du présent rapport au cours de l'année 2024 : Vigilance

Zone concernée : Fleuve Loire Aval.

**Constats :**

Au cours de la visite, l'exploitant a indiqué se tenir régulièrement informé des évolutions de la sécheresse, en particulier via le site internet de la préfecture de la Loire, la presse, les informations diffusées par l'inspection.

Il sait que le niveau maximal de restrictions atteint au cours de l'été 2024 est "vigilance".

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Présence et complétude du PSH

**Prescription contrôlée :**

Extrait :

Sont exemptées de toute restriction les entreprises qui répondent à l'un des critères suivants :

2) Pour les ICPE uniquement : celles dont les prélèvements sont déjà réduits au minimum (b).

(b) Sont exemptés les établissements pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisés pour le procédé de fabrication ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité,

respect d'une valeur de consommation spécifique reconnue pour le secteur d'activité, etc.). Ces établissements veilleront toutefois à optimiser leur gestion de l'eau par des mesures adaptées, tel qu'un ordonnancement de la production.
<b>Constats :</b> L'exploitant a répondu au questionnaire transmis par la DREAL en avril 2023 et a indiqué vouloir être exempté des règles générales de l'arrêté cadre départemental du 18 avril 2023 via le critère d'exemption : <ul style="list-style-type: none"> <li>• prélèvements réduits au minimum, rédaction d'un plan de sobriété hydrique (PSH).</li> </ul> Au cours de la visite, l'exploitant a présenté le PSH établi (voir point de contrôle suivant pour l'examen du contenu).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 11 : Sécheresse – Cas des sites demandant une exemption aux restrictions – Cas 3

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2023, article Annexe 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Démonstration de la réduction du besoin en eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour pouvoir bénéficier du critère d'adaptation : le PSH doit effectivement démontrer que les besoins sont réduits au minimum.
<b>Constats :</b> Au cours de la visite objet du présent rapport, l'exploitant a présenté l'état d'avancement son PSH. <p><u>I - Diagnostic des consommations :</u></p> Les milieux de prélèvements sont identifiés et connus. Les caractéristiques des pompes prélevant l'eau au niveau du milieu naturel au niveau du "local des eaux" sont précisées. Le bilan des prélèvements annuels est présenté depuis 2004. L'eau prélevée dans la nappe d'accompagnement de la Loire est utilisée, au sein de l'usine, uniquement pour le process (papeterie). A noter qu'une partie de cette eau est utilisée pour l'arrosage de jardins ouvriers situés à proximité de l'usine (jardins Matelois ; en 2023, 6162 m <sup>3</sup> selon la déclaration Gerep) L'eau du réseau d'alimentation en eau potable est utilisée pour des besoins sanitaires, mais aussi pour des opérations de dilution de colle au niveau de l'atelier transformation. Les effluents résiduaires sont rejetés dans la STEP urbaine de Roanne, les volumes annuels sont précisés (en 2022, 160687 m <sup>3</sup> rejetés, 211 388 m <sup>3</sup> prélevés dans la nappe d'accompagnement de la Loire. Une part importante de l'eau est évaporée lors des étapes de séchage du papier). Une réduction importante de la consommation d'eau est identifiée à compter de 2011 : l'exploitant a indiqué que c'est lié à la reprise du site par Sofidel en 2010 et la mise en place de recyclages dans le process (2 circuits de recyclage). Un schéma de principe de gestion des eaux n'est pas présenté dans le PSH. Au cours de la visite, l'exploitant a présenté un logigramme détaillé de la gestion de l'eau au niveau de la papeterie. <p><u>II - Etat de l'art des économies d'eau :</u></p> Le ratio m <sup>3</sup> /t TSA est renseigné sur la période 2004-2023. Il montre une réduction de 17,66 à 6,78 (gain important entre 2010 (14,57) et 2011 (9,99) lors de la reprise du site par Sofidel). L'exploitant dispose d'éléments de comparaison avec les autres usines du groupe, il précise dans le PSH que les valeurs de la référence pour la filière sont comprises entre 3,9 et 22. L'exploitant a identifié être soumis au Bref papeteries, mais n'a pas présenté dans le PSH la

situation de son entreprise en regard des meilleurs techniques disponibles applicables aux prélèvements et économies d'eau.

Le détail des efforts réalisés par poste (II.2) n'est pas renseigné.

### III - Recensement des actions de réductions :

Des actions permettant d'obtenir des gains sur le ratio  $m^3/tSA$  sont présentés de 2011 à 2020. Le montant des investissements n'est pas précisé.

L'exploitant a indiqué avoir un projet de récupération des eaux pluviales pour les utiliser dans le process (2024 ou 2025). Un volume de 10 000<sup>3</sup>/an pour être ainsi collecté.

Ce projet n'est pas intégré dans le PSH.

L'exploitant ne semble pas avoir identifié d'autres projets pour réduire les prélèvements d'eau.

### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Observation :** Le PSH présenté montre que des efforts ont été mis en œuvre pour réduire les prélèvements en eau.

L'évolution des ratios depuis 2004 pourrait permettre de démontrer, à ce stade, que les prélèvements sont réduits au minimum. Toutefois, le PSH présenté n'est pas renseigné de façon exhaustive. L'inspection invite l'exploitant à prendre en compte les observations suivantes (non exhaustives) afin qu'il permette de démontrer que les prélèvements ont effectivement été réduits au minimum en vue de l'étiage 2025.

### Partie I :

- Le PSH ne précise pas que de l'eau provenant du réseau AEP est utilisée pour du process (dilution colles). La quantité utilisée sera précisée.
- Joindre au PSH un schéma hydraulique précisant :
  - les entrées d'eau dans les process précisant leur origine, idéalement par atelier/zone/machine
  - leurs destinations (postes de consommations d'eau de process),
  - les sorties d'eau (rejets), idéalement par atelier/zone/machine,
  - les emplacements des compteurs et débitmètres potentiels,
  - et en tant que possible, les consommations associées par poste (moyenne journalière/hebdo ou annuelle en fonction des données disponibles).
- Dans la mesure du possible, quantifier les volumes d'eaux recyclés au niveau de la papeterie (2 circuits de recyclage)
- 5b : préciser le volume d'eau fourni aux jardins Matelois.
- 5d - 5e : remplir d'une façon plus exhaustive.
- Prélèvement net : dans le cas d'un prélèvement dans la nappe d'accompagnement d'un cours d'eau et rejet dans le cours d'eau, la notion de prélèvement net ne peut pas être appliquée (cf guide d'application de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, version du 1er août 2024).

### Partie II :

- Comparer les dispositions prises pour réduire la consommation d'eau et les niveaux de performance des installations à ceux présentés dans le Bref papeterie
- Compléter la partie II.2 relative aux efforts réalisés par poste.

### Partie III :

- III.1 : essayer de remplir de façon plus exhaustive le tableau, en complétant, en fonction des informations disponibles, les colonnes laissées vides.
- III.2 : Quantifier les volumes d'eau susceptibles d'être économisés en période de sécheresse. En crise, il convient de définir une stratégie avec des objectifs d'économie d'eau. La mention actuelle "arrêt production ?" est-elle un réel engagement ?

Une trame de PSH améliorée est disponible ici :  
<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html>,  
elle permet notamment de prendre en compte les évolutions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

**Observation :** Si confirmé, le projet de recyclage des eaux pluviales constitue une modification des conditions d'exploitation. Il devra faire l'objet d'un porter à connaissance transmis à monsieur le préfet de la Loire en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Interdiction détention PCB > 500 ppm

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-20

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB

**Prescription contrôlée :**

La détention d'appareils contenant des PCB ou tout mélange de ces substances dont la teneur ou la teneur cumulée est supérieure à 500 ppm en masse, est interdite.

**Constats :**

Selon les informations disponibles sur la base Ademe et un tableau de suivi présenté par l'industriel, aucun transformateur contenant des PCB dont la teneur est supérieure à 500 ppm n'est présent dans les installations.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Interdiction détention PCB entre 50 et 500 ppm

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-21

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB

**Prescription contrôlée :**

Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-22, il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :

- à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ;
- à partir du 1er janvier 2020 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1976 et avant le 1er janvier 1981 ;
- à partir du 1er janvier 2023 si l'appareil a été fabriqué après le 1er janvier 1981.

**Constats :**

L'usine comporte 3 zones équipées de transformateurs :

- Papeterie : 6 transformateurs sont présents. 3 contiennent encore des PCB à une teneur comprise entre 50 et 500 ppm. 3 montrent des teneurs inférieures à 50 ppm (<1 ppm en 2021 ; <1 ppm en 2021; huile sans PCB pour transformateur installé en septembre 2024).
- Transformation : 2 transformateurs (1 sec ; 1 avec teneur en PCB 12 ppm).
- Ile Berthier (station pompage des eaux) : 1 transformateur sec.

Pour les transformateurs encore présents et contenant des PCB à une teneur supérieure à 50 ppm, l'exploitant avait défini une stratégie de remplacement de l'huile.

En septembre 2023, l'exploitant a fait remplacer l'huile d'un transformateur implanté dans le local alimentant la papeterie dans le but d'une mise en conformité. Un rapport d'avril 2024 fait par une entreprise spécialisée a montré que ce transformateur était à considérer comme dangereux du fait

d'une concentration trop importante en H<sub>2</sub>. Le transformateur n'avait pas supporté le "rétrofit". L'exploitant a immédiatement mis le transformateur à l'arrêt. Il a été remplacé par un transformateur neuf en septembre 2024.

Aussi, en regard des trois transformateurs présents contenant des PCB à une concentration supérieure à 50 ppm, l'exploitant a décidé de ne pas poursuivre sa stratégie de remplacement de l'huile et a défini un plan de remplacement de ses transformateurs par des équipements neufs :

- 1 changement à l'automne 2025 (transformateur 400 V, budget estimé de 50 k€),
- 2 changements à l'automne 2026 (transformateur 400 V (budget 53 k€) et transformateur 5500 V (budget 80 k€)).

L'exploitant a également précisé avoir planifié d'importants travaux de rénovation de la papeterie. L'évolution des équipements pourraient faire qu'une alimentation en 5500 V ne serait plus nécessaire. Aussi, l'exploitant justifie en partie son planning de remplacement des transformateurs en indiquant ne pas souhaiter investir dans un nouveau transformateur de 5500 V qui n'aurait plus d'utilité avec la rénovation de la papeterie.

La visite des installations a permis de constater que les transformateurs du local alimentant la papeterie sont positionnés sur rétention et ne présentent aucune trace d'écoulement.

Le local des transformateurs de l'atelier transformation n'a pas été visité.

La visite de la station de pompage (île Berthier) a permis de visualiser l'emplacement de deux anciens transformateurs contenant des PCB (teneur inférieure à 500 ppm) et éliminés en mai 2018 selon le tableau de suivi présenté par l'exploitant (le nouveau transformateur était situé dans un autre local fermé qui n'a pas été visité). L'emplacement de ces deux anciens transformateurs montre des traces d'écoulements gras qui semblent s'être orientés vers un sous-sol qui n'a pas pu être visité (local loué à un agriculteur qui exploite les prairies autour du local pour du remisage de matériel).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Non-conformité :** Trois transformateurs contenant des PCB à une teneur comprise entre 50 et 500 ppm et fabriqués après 1981 sont présents dans les installations et n'ont pas été éliminés avant l'échéance au 1er janvier 2023 fixée par l'article R 543-21 du code de l'environnement.

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmettra un plan d'actions visant à remplacer les transformateurs dans le respect des échéances suivantes :

- - 2 transformateurs délivrant une alimentation en 400 V, n° 733395 et 733396 : avant le 31 décembre 2025,
- - 1 transformateur délivrant une alimentation en 5500 V, n°G4866001 : avant le 31 décembre 2026.

Cet échéancier est proposé en considérant que :

- les transformateurs sont dans un local dédié fermé, placés sur rétention et ne présentent pas de traces d'écoulements,
- le transformateur de 5500 V pourrait ne plus avoir d'utilité avec la rénovation de la papeterie et pourrait être remplacé par un transformateur de 400 V.

**En l'absence de transmission d'un plan d'actions reprenant ces objectifs et en l'absence de respect des échéances fixées, il sera proposé à monsieur le préfet de la Loire de faire application des dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement (mise en demeure).**

**Observation :** Sous un délai de 3 mois, l'exploitant apportera des précisions sur l'état du sous-sol positionné au droit des deux anciens transformateurs de la station de pompage (dalle ou terre, traces d'écoulements...). Des photos pourront être transmises. En cas de suspicion d'impact liée à d'éventuels écoulements, une analyse de sol visant à rechercher les HCT et PCB pourra être à

réaliser.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Justification du traitement des appareils contenant des PCB**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 07/01/2014, article 11
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas d'élimination d'un appareil ou d'une décontamination, le détenteur conserve les justificatifs de traitement cinq ans après la date d'élimination/de décontamination prévue par l'échéancier national. [...]
<b>Constats :</b> A été examiné en salle le cas du transformateur pour lequel l'exploitant avait procédé au remplacement de l'huile contaminée (transformateur n°733397). L'exploitant a été en capacité de présenter le bordereau de suivi des déchets dangereux, 4 fûts d'huiles contenant entre 50 et 500 ppm ont été évacués. L'installation finale a réceptionné les fûts le 19 septembre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 15 : Teneur en PCB des appareils**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-26
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout détenteur d'appareils susceptibles de contenir des PCB est tenu d'en connaître la teneur. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté un tableau justifiant de la teneur en PCB des différents transformateurs présents sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Déclaration des appareils contenant des PCB**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/04/2013, article R. 543-27
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Détention d'appareils contenant des PCB
<b>Prescription contrôlée :</b> Les détenteurs d'un appareil dont le volume de fluide contenant ou susceptible de contenir des PCB est supérieur à 5 dm <sup>3</sup> sont tenus d'en faire la déclaration à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Les détenteurs tiennent à jour les informations les concernant. Dans le cas des condensateurs électriques, le seuil de 5 dm <sup>3</sup> est défini comme la somme des volumes contenus par les différents éléments d'une unité complète. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant transmet régulièrement les informations nécessaires à l'inventaire des appareils contenant des PCB. Cette base n'est pas à jour. L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés, plusieurs envois par

courriers électroniques depuis 2019 vers les gestionnaires de la base n'auraient pas été pris en compte.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Observation :</b> L'inspection invite l'exploitant à conserver une trace des envois qu'il a effectués pour mettre à jour l'inventaire des appareils contenant des PCB. Une relance vers l'organisme de gestion de cette base pourrait être effectuée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Rejets aqueux, suivi inspection 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/03/2017, article 4.3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect des valeurs limite d'émission
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des valeurs limites d'émission mentionnées à l'article 4.3.9.1  Suivi de l'inspection de 2022 ayant mis en évidence des dépassements en MES
<b>Constats :</b> Compte tenu de l'ordre du jour de la journée d'inspection, ce point n'a été que rapidement abordé au cours de la visite.  Un examen des résultats d'autosurveillance saisis dans Gidaf sur la période octobre 2023 - septembre 2024 montre des dépassements des valeurs limites d'émission, principalement pour les paramètres suivants :  <b>MES :</b> 24 dépassements/364 analyses. [MES] max mesurée : 3030 mg/L (VLE : 600 mg/L) Flux max mesuré : 1305 kg/j (VLE 540 kg/j) Certains mois, plus de 10 % des analyses journalières dépassent la valeur limite d'émission (exemple : février 2024, 4 dépassements/30 analyses).  <b>AOX :</b> 6 dépassements/24 analyses [AOX] max mesurée : 1,9 mg/L (VLE : 1 mg/L)
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <b>Non conformité :</b> Les valeurs limites d'émission ne sont pas respectées, principalement pour les paramètres MES et AOX. Pour le cas des MES, des dépassements du double de la valeur limite d'émission sont observés, et certains mois, plus de 10 % des analyses journalières sont supérieures à la valeur limite d'émission. Sous un délai de 3 mois, l'exploitant précisera les actions qu'il envisage mettre en œuvre afin de maîtriser les rejets d'effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois